

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles

Versailles, le 16/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAINT GOBAIN ABRASIFS**

RUE DE L'AMBASSADEUR  
78700 CONFLANS STE HONORINE

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement SAINT GOBAIN ABRASIFS implanté RUE DE L'AMBASSADEUR 78700 CONFLANS STE HONORINE. L'inspection a été annoncée le 31/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN ABRASIFS
- RUE DE L'AMBASSADEUR 78700 CONFLANS STE HONORINE
- Code AIOT dans GUN : 0006503241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Saint Gobain Abrasifs exploite, sur le territoire de la commune de Conflans Ste Honorine, une usine de fabrication d'abrasifs appliqués sur papier ou toile de différentes formes (disques, brandes, rouleaux, ...).

Ses activités relèvent du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des ICPE et de la directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite IED, au titre de la rubrique 3670 (Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques).

Le rapport de réexamen IED du 19/11/21 est en cours d'instruction.

Les principaux enjeux du site sont liés à la présence de substances toxiques et/ou combustibles.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données aux constats relevés lors de la précédente inspection (03/06/2021) ;
- risque accidentel ;
- gestion des produits chimiques ;
- rejets atmosphériques ;
- suivi de la qualité des eaux souterraines.

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article V.1.3	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3	/	Lettre de suite préfectorale
Comportement au feu des lieux de stockage	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 1.2, chapitre I, titre 4	/	Lettre de suite préfectorale
Surveillance de la qualité de la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 8.1, chapitre 1	/	Lettre de suite préfectorale
Surveillance de la qualité de la nappe souterraine (fréquence)	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 8.2, chapitre 1	/	Lettre de suite préfectorale
VLE des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 3.2 chapitre II	/	Lettre de suite préfectorale
VLE des rejets à l'atmosphère (fréquence des contrôles)	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4 chapitre II	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Alimentation en combustible de la chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13 (Annexe I)	Observation relevée le 03/06/2021	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 7 (chapitre V)	/	Sans objet
Désenfumage des locaux	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 2.4, chapitre V	/	Sans objet
Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 7.1.1	/	Sans objet
Rebouchage de piézomètre	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Plusieurs non-conformités ont été relevées à l'occasion de cette inspection. Elles portent sur les

aspects chroniques (rejets atmosphériques et surveillance de la qualité des eaux souterraines) et accidentels (mesures de maîtrise des risques, gestions des produits chimiques et porte coupe-feu).

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Alimentation en combustible de la chaudière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13 (Annexe I)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de coupure de l'alimentation en combustible
<b>Prescription contrôlée :</b> Observation 1 relevée le 03/06/2021 : « La mention « gaz » doit être indiquée sur la vanne de coupure située à proximité de la chaufferie. »  Art. 2.1, annexe I de l'arrêté ministériel du 03/03/2018 : [...] Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.  Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.  [...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate que la mention "vanne arrêt gaz" a été indiquée à proximité de la vanne de coupure située à proximité de la chaufferie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article V.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.3 du chapitre V du titre 3 de l'AP du 7/09/2004, modifié par l'APC du 16/07/2014, article 4  L'exploitant établit et tient à jour la liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.  Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.  Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.  En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente un tableau qui recense les MMR associées aux principaux équipements de l'installation, y compris les MMR associées au contrôle de la ligne d'apprêtage des tôles (LAT) et de la ligne agrégats.

L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports relatifs aux contrôles annuels réalisés au niveau de la chaudière et de l'oxydateur thermique.

**Chaudière :**

- L'exploitant indique qu'un dysfonctionnement des dispositifs de sécurité de la chaudière avait été constaté à l'été 2021 mais ce dysfonctionnement n'est pas mentionné dans le rapport réalisé par la société ASAP.
- Le rapport de contrôle indique que l'inspection et vérification extérieure, intérieure, des accessoires sous pression et des accessoires de sécurité a été faite le 11/08/2021 et la vérification de l'état du fonctionnement des dispositifs de sécurité a été réalisée le 27/10/2021 selon le rapport présenté par l'exploitant, avec un résultat satisfaisant pour l'ensemble des éléments.
- Selon la MMR 3 de l'étude de dangers de 2014, le seuil de pression pour les pressostats du préparateur doivent détecter une pression supérieure à 12,5 bar, le rapport de l'ASAP indique un seuil de 12.9 bar(s) et de 13 bar(s) pour les deux PES Pression haute.
- Le rapport présenté par l'exploitant ne mentionne pas la sécurité de pression haute sur l'alimentation du brûleur de la chaudière mentionnée à la MMR 2 et ne montre pas le détail du contrôle des soupapes de sécurité sur le réseau vapeur (MMR4) et sur le préparateur (MMR5).

**Oxydateur thermique :**

- l'exploitant indique que la maintenance peut être réalisée en interne en cas de problème mécanique. Dans les autres cas, elle est réalisée par le constructeur.
- le fonctionnement de l'oxydateur est notamment suivi par la température. Le jour de l'inspection, la température était supérieure à la limite basse définie à 800°C.
- l'inspection constate sur l'automate de suivi de l'oxydateur, qu'un clapet est en défaut. Selon l'exploitant, une intervention est planifiée le samedi 09/04/2022.
- les rapports de contrôle et de maintenance (notamment celui relatif à la rouille de décembre 2021) n'ont pas été présentés.
- l'exploitant indique qu'en cas de dysfonctionnement de l'oxydateur thermique, la production est interrompue.

**Conclusion :**

L'exploitant transmet le rapport de contrôle annuel des soupapes de sécurité sur le réseau vapeur et sur le préparateur de la chaudière.

L'exploitant justifie les dispositions prises après le dysfonctionnement constaté dans la chaudière à l'été 2021.

L'exploitant transmet les rapports de contrôle et de maintenance de l'oxydateur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 7 (chapitre V)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation d'extinction automatique
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7 – Moyens d'intervention en cas d'accident  7.1 - Equipement 7.1.1. Définition des moyens L'établissement doit être doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités. La défense interne des locaux contre l'incendie doit être réalisée au moins par : [...] une installation d'extinction automatique raccordée à une réserve de 1430 m3 et secourue par un moteur à combustion interne. Cette installation protège l'ensemble des ateliers, des zones de stockage des matières premières et des produits finis et des locaux d'entretien.
<b>Constats :</b> Par courrier du 22 juin 2020, l'exploitant a transmis un complément au porter à connaissance du 28 juin 2019 et à l'étude de dangers de 2014 visant à actualiser le calcul des besoins en eau du site.  Par courrier, l'inspection a pris note de la mise à jour du calcul des besoins en eau et des mesures envisagées pour assurer la disponibilité des besoins en eaux sur site.  Le jour de l'inspection, les travaux pour l'installation des deux nouvelles réserves étaient en cours. Leur mise en service est prévue pour juin 2022. Le système existant est toujours en fonctionnement. Les essais hebdomadaires et contrôles réglementaires sont maintenus. L'inspection a consulté le registre dans lequel sont consignés les tests hebdomadaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Désenfumage des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 2.4, chapitre V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.4 – Désenfumage des locaux « Pour permettre l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie, il est prévu en partie haute des bâtiments des dispositifs assurant le désenfumage conçus conformément à la section 2 de l'arrêté du 5 août 1992 fixant les dispositions pour la prévention et le désenfumage de certains locaux de travail et à l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public. Cette disposition vise : <ul style="list-style-type: none"><li>• les locaux d'une surface supérieure à 300 m<sup>2</sup> en rez de chaussée et en étage ;</li><li>• les locaux situés en sous-sol ;</li><li>• les locaux aveugles ;</li><li>• les compartiments ;</li><li>• tous les escaliers.</li></ul> Les exutoires doivent pouvoir continuer à fonctionner quelles que soient les conditions météorologiques (vent latéral, chute de neige, gel ...). L'ouverture des exutoires doit être commandée de façon automatique et manuelle. Tout exutoire doit être équipé individuellement d'un dispositif d'ouverture thermosensible. Les commandes manuelles d'ouverture doivent être placées à des endroits accessibles en toutes circonstances par exemple à proximité des accès. La conception et la mise en place des installations d'exutoires doivent être réalisées par des entreprises compétentes. Les installations doivent être vérifiées au moins une fois par an par du personnel compétent et être régulièrement entretenues. Les constatations faites après chaque vérification et chaque essai doivent être consignées par écrit dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. »
<b>Constats :</b> L'ensemble du site de Saint Gobain Abrasifs est sous système de désenfumage hormis le sous-sol mais ce dernier possède des trappes d'évacuation des fumées en cas d'incendie.  Les systèmes de désenfumage ont la possibilité d'être actionnés manuellement et automatiquement. L'inspection des installations classées a réalisé un test sur le système de désenfumage 8 et 9 qui se sont avérés concluants. Les commandes d'accès sont accessibles et placées à proximité des sorties des bâtiments.  A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a fourni par courriel, en date du 19 avril 2022, le rapport annuel de contrôle des systèmes de désenfumage. Ce rapport, réalisé par la société Desfi Incendie, certifie à la date du 24 novembre 2021 que « l'installation est en bon état de fonctionnement ». Néanmoins, il a été constaté par l'inspection des installations classées, que le registre de consignation des systèmes de désenfumage n'a pas été tenu à jour depuis l'émission du rapport de Desfi Incendie. Le registre existe cependant.  Conclusion : L'exploitant est conforme à l'article 2.4 du chapitre V de son arrêté préfectoral du 7 septembre 2004. L'inspection des installations classées émet cependant une remarque sur la tenue du registre permettant de consigner les constatations, vérifications et essais relatifs au système de désenfumage et demande à l'exploitant de le mettre à jour assidûment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Gestion des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Gestion des produits
<b>Prescription contrôlée :</b>

Article 3.3 de l'arrêté du 12 mai 2020  
Gestion des produits.

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).

[...]

**Constats :** L'exploitant présente les fiches de données de sécurité (FDS) de deux mélanges et d'une substance identifiés dans la mise à jour de l'étude de dangers de 2014 comme étant classés toxiques ou très toxiques et nécessitant des conditions spécifiques de stockage : MAD 29 et MAD 361 (liquides) et la cryolithe (solide).

FDS du mélange MAD 29 (Prefere 80 5029A) :

- réalisée par Prefere Resins Germany GmbH;
- dernière mise à jour réalisée le 31/03/2020;
- rédigée en français; contient les 16 rubriques mentionnées au règlement 1907/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 (règlement REACH);
- la classification du mélange est reportée à la section 2 de la FDS;
- il n'y a pas d'autres dangers qui ne donnent lieu à une classification répertoriés dans la FDS;
- l'utilisation du mélange indiquée dans la FDS (« liant abrasifs appliqués ») correspond à l'utilisation de l'exploitant.

FDS du mélange MAD 361 (Prefere 80 5161A) :

- réalisée par Prefere Resins Germany GmbH;
- dernière mise à jour réalisée le 04/09/2019;
- rédigée en français; contient les 16 rubriques mentionnées au règlement 1907/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 (règlement REACH);
- la classification du mélange est reportée à la section 2 de la FDS;
- il n'y a pas d'autres dangers qui ne donnent lieu à une classification répertoriés dans la FDS;
- l'utilisation du mélange indiquée dans la FDS (« liant abrasifs appliqués ») correspond à l'utilisation de l'exploitant.

FDS de la cryolithe (Hexafluoroaluminate de trisodium), substance enregistrée REACH – 01-2119511565-43 :

i. FDS du fabricant SOLVAY FLUOR GmbH :

- dernière mise à jour : 08/10/2021
- rédigée en français; contient les 16 rubriques mentionnées au règlement 1907/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 (règlement REACH);
- l'utilisation de la substance indiquée dans la FDS (« production d'articles dans l'industrie des abrasifs ») correspond à l'utilisation de l'exploitant.

ii. FDS du fabricant FLUORSID SpA :

- dernière mise à jour : 22/12/2021
- la rubrique 13, méthodes de traitement des déchets est rédigée en anglais. Contient les 16 rubriques mentionnées au règlement 1907/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 (règlement REACH);
- l'utilisation de la substance indiquée dans la FDS (« utilisation en tant qu'abrasif ») correspond à l'utilisation de l'exploitant.

Les FDS sont accessibles au personnel concerné par sa manipulation par voie électronique.

L'inspection constate que l'accès au local de stockage de ces substances, localisé au sous-sol de l'usine, se fait par un escalier dont la porte d'accès est fermée à clé et par un monte-charge. Une seule personne est habilitée à utiliser ce monte-charge. Le mélange MAD 361 n'était pas présent sur son lieu habituel de stockage indiqué par l'exploitant, il venait d'être reçu sur site et n'avait pas encore été stocké.

En termes de lutte contre l'incendie, l'inspection constate que les précautions recommandées



dans les fiches de données de sécurité de ces produits sont prises par l'exploitant (présence d'extincteurs, sprinklage des lieux de stockage).

En termes de stockage des mélanges et substances, l'inspection constate que le mélange MAD 29 et la cryolithe sont stockés conformément aux recommandations issues des FDS.

Les FDS du MAD 29 et du MAD 361 recommandent l'utilisation d'un matériau retenant les liquides (sable, terre de diatomées, liants universels) en cas de déversement accidentel. L'inspection constate que des matériaux absorbants et du sable sont disponibles à proximité des lieux de stockage de ces mélanges.

Conclusion:

Bien que le fournisseur FLUORSID soit en cours d'homologation, la substance est bien présente sur site. La FDS de ce produit par ce fournisseur doit donc être disponible en français.

L'exploitant transmet à l'inspection une version à jour du registre des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

#### Nom du point de contrôle : Extincteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 7.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte et de protection contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit être doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

[...]

**Constats :** Le local de stockage de la cryolithe présente un long couloir menant à une aération. Si un premier extincteur est situé à proximité des stockages et de l'entrée, un second est présent au bout de ce couloir.

L'exploitant doit s'assurer de la pertinence de la localisation de cet équipement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Comportement au feu des lieux de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 1.2, chapitre I, titre 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Titre 4 Dispositions techniques particulières applicables à certaines installations Chapitre I Dépôt de produits toxiques Article 1 Comportement au feu des locaux de stockage  1.2 — Produits toxiques solides  Les produits toxiques solides sont entreposés dans un local indépendant présentant les caractéristiques de tenue au feu suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- murs et planchers hauts coupe-feu de degré une heure ;</li><li>- Couverture incombustible ;</li><li>- portes intérieures coupe-feu de degré une heure et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;</li><li>- portes extérieures pare-flamme de degré 1 heure ;</li><li>- matériaux de classe MO.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'essai réalisé par l'exploitant lors de l'inspection au niveau de la porte coupe-feu du stockage de la cryolithe n'a pas permis de vérifier le bon fonctionnement de la porte coupe-feu, avec une fermeture incomplète de la porte coupe-feu lors de l'essai.  Conclusion: L'exploitant transmet les justificatifs attestant du bon fonctionnement du dispositif de fermeture automatique de la porte de la zone de stockage de cryolithe.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Surveillance de la qualité de la nappe souterraine

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 8.1, chapitre 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 8 – SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE LA NAPPE SOUTERRAINE « 8.1 - Piézomètres Afin de surveiller la qualité de la nappe phréatique présente au droit du site, trois piézomètres doivent être mis en place sur le site, dans un délai de trois mois après la notification du présent arrêté, dont deux à l'aval hydraulique des installations. Leur implantation est faite à partir des conclusions de l'étude hydrogéologique remise à l'inspection des installations classées le 16 sept 2003 et doit permettre de contrôler le sens d'écoulement de la nappe et d'assurer la surveillance de la qualité de la nappe. L'exploitant adresse, dans un délai d'un mois après la réalisation des piézomètres un plan d'implantation de ces ouvrages. Ces piézomètres doivent être cadenassés, protégés contre les chocs et les risques d'arrachement, facilement accessibles et aisément repérables. »
<b>Constats :</b> Le rapport de base de novembre 2021 indique que le piézomètre Pz3 n'a pas été retrouvé. L'exploitant indique ne pas l'avoir retrouvé depuis et que le PZ2 est également voué à disparaître car il se trouve dans la zone de travaux.  L'inspection constate que le piézomètre PZ1 est cadenassé mais ne dispose pas de plaque d'identification.  Conclusion : Le piézomètre PZ3 n'est pas retrouvé. Le piézomètre PZ1 ne dispose pas d'une plaque d'identification.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Rebouchage de piézomètre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.  [...]  Pour les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains qui ont été réalisés dans le cadre des travaux visés à l'article 7 et qui ne sont pas conservés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement permanent ou temporaire dans ces eaux, le déclarant procède à leur comblement dès la fin des travaux. Leurs modalités de comblement figurent dans le rapport de fin de travaux prévu à l'article 10.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le PZ2 devra être comblé car il se situe dans la zone des travaux relatifs à l'installation des cuves incendie.  Conclusion : Il est rappelé que : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'abandon et le rebouchage d'un piézomètre fait l'objet d'un accord préalable de l'inspection des installations classées ;</li><li>• le bouchage d'un piézomètre est réalisé selon les normes en vigueur et les règles de l'art;</li><li>• un rapport d'exécution est transmis au préfet dans les deux mois suivant le comblement.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance de la qualité de la nappe souterraine (fréquence)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 8.2, chapitre 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres (fréquence des analyses)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ARTICLE 8 – SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE LA NAPPE SOUTERRAINE</p> <p>« 8.2 - Analyses périodiques</p> <p>La qualité de la nappe phréatique située au droit du site doit faire l'objet d'une surveillance qui porte sur les éléments suivants, qui doivent être analysés une fois par semestre (un prélèvement en période de basses eaux et un prélèvement en période de hautes eaux) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• phénols ;</li><li>• composés aromatiques ;</li><li>• aldéhydes dont le formol ;</li><li>• glycol dont méthoxypropanol ;</li><li>• acétates dont l'acétate d'éthyl ;</li><li>• hydroxyde de sodium.</li></ul> <p>Les analyses doivent être réalisées conformément aux normes françaises ou européennes en vigueur, par un laboratoire agréé par le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.</p> <p>Les résultats d'analyse sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception.»</p>
<p><b>Constats :</b> A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 19/04/2022 les rapports de prélèvement des piézomètres de décembre 2020 et novembre 2021.</p> <p>Ces rapports ne permettent pas d'identifier clairement les piézomètres concernés par les prélèvements et ne sont pas accompagnés de commentaires.</p> <p>La fréquence de surveillance n'est pas respectée.</p> <p>Le cadre GIDAF a été mis à jour pour permettre la déclaration des résultats de surveillance de certains paramètres. Il sera opérationnel dès le 01/06/2022.</p> <p>Conclusion :</p> <p>Les rapports de suivi de la qualité des eaux souterraines ne permettent pas d'identifier les résultats par piézomètres et ne sont pas accompagnés de commentaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : VLE des rejets à l'atmosphère**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 3.2 chapitre II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE des rejets à l'atmosphère
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.2 – Conditions particulières de chacun des rejets à l'atmosphère Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant : (reprendre tableau)
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les rapports de contrôle des rejets atmosphériques réalisés par Bureau Véritas suite aux interventions du 29 au 30 avril 2021 et du 13 au 15 septembre 2021.  Le premier porte sur les rejets issus des oxydateurs, du poste à colle et de l'atelier cryolite. Le second porte uniquement sur les rejets issus des oxydateurs.  Concernant les oxydateurs (reliés à la même cheminée) : aucun dépassement n'est relevé ; le rendement de l'installation n'est pas précisé.  Concernant le poste à colle : le rapport d'avril ne relève pas de dépassement en concentration ; rien n'est précisé quant aux flux.  Concernant l'atelier cryolite, aucun dépassement n'est relevé.  Par ailleurs, l'exploitant présente le rapport de contrôle de la chaudière dédiée à la production du 16 septembre 2021. A noter que le site dispose de 3 chaudières : une pour le restaurant de 175kW, une pour la partie administrative de 525kW et une pour la production de 13MW (installée en 2004). Le rapport ne relève aucun dépassement et une concentration nulle en CO.  Conclusion : Le rendement des oxydateurs ne sont pas précisés dans les 2 rapports de contrôle des rejets atmosphériques de 2021. Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques d'avril 2021 ne mentionne pas les flux en sortie du poste à colle. Le rapport de contrôle des rejets issus de la chaudière de production relève une concentration nulle en CO. Il conviendrait de s'assurer de la validité de cette mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** VLE des rejets à l'atmosphère (fréquence des contrôles)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4 chapitre II

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE des rejets à l'atmosphère (fréquence)

**Prescription contrôlée :**

4.1 – Contrôles périodiques

L'exploitant fait procéder par un organisme compétent, selon les fréquences indiquées dans le tableau suivant, à un contrôle des débits et de la qualité des rejets gazeux canalisés portant sur la teneur en oxygène et les paramètres suivants :

Installations ou émissaires concernés	Paramètres	Fréquences d'analyses
Rejets de l'oxydateur	Composés organiques volatils à l'exclusion du méthane (en carbone total) dont formaldéhyde et phénol Oxydes d'azote (en équivalent NO <sub>2</sub> ) Méthane CH <sub>4</sub> Monoxyde de carbone CO	Semestrielle

Installations ou émissaires concernés	Paramètres	Fréquences d'analyses
Poste à colle (atelier de conversion)	Composés organiques volatils à l'exclusion du méthane (en carbone total)	Semestrielle
Atelier d'emploi de la cryolithe	Poussières	Annuelle
Installations de combustion • générateur 1 : 3480 kW • générateur 2 : 8824 kW	Oxyde de soufre (en équivalent SO <sub>2</sub> ) Oxydes d'azote (en équivalent NO <sub>2</sub> ) Poussières	Biannuelle

**Constats :** La fréquence de contrôle des rejets atmosphérique est respectée pour les rejets issus des oxydateurs, de l'atelier cryolithe et la chaudière. En revanche, elle ne l'est pas pour le poste à colle.

**Conclusion :** La fréquence semestrielle de contrôle des rejets atmosphériques issus du poste à colle n'est pas respectée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale